

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N° 1306106

Union fédérale des consommateurs (UFC) *Que Choisir* de l'Isère

M. Philippe Arbarétaz
Président-rapporteur

Mme Anne Triolet
Rapporteur public

Audience du 28 juin 2016
Lecture du 12 juillet 2016

14-05
54-07-03
C+

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Grenoble

(6^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Dans sa requête et ses mémoires enregistrés le 7 novembre 2013, le 31 octobre 2014 et le 31 mai 2016, l'union fédérale des consommateurs (UFC) *Que Choisir* de l'Isère, représentée par la société d'avocats Brasseur-M'A...-E..., demande au Tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler comme abusives, certaines clauses du contrat d'accueil type de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Vizille « dans ses rédactions successives », soit directement, soit en tant qu'elles donnent valeur contractuelle à des dispositions du règlement intérieur ;

2°) d'enjoindre au directeur de l'EHPAD de Vizille de supprimer les clauses litigieuses des contrats conclus sur le modèle de ce contrat-type, dans le délai de trois mois à compter de la notification du jugement, sous astreinte journalière de 150 euros ;

3°) de condamner l'EHPAD de Vizille à lui verser les sommes de 45 000 euros en indemnisation de son préjudice collectif et de 5 000 euros en indemnisation de son préjudice associatif ;

4°) de l'autoriser à publier l'extrait du jugement écartant les clauses illicites, dans le Dauphiné Libéré (édition de Grenoble) et les Affiches de Grenoble aux frais de l'EHPAD de Vizille, dans la limite de 1 500 euros par insertion, en application de l'article L. 421-9 du code de la consommation ;

5°) de mettre à la charge de l'EHPAD de Vizille une somme de 3 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'UFC *Que Choisir* de l'Isère soutient, dans le dernier état de ses écritures :

- que sa requête n'est pas tardive en l'absence de preuve de publication de la délibération approuvant le contrat-type, et conserve son objet dès lors que le contrat-type entré en vigueur en octobre 2012 reprend les clauses du contrat-type précédent ;
- qu'elle est recevable à attaquer le règlement intérieur, en tant que le contrat-type s'y réfère et lui confère valeur contractuelle ;
- Sur les dispositions du contrat de séjour :
 - que l'imprécision des conditions d'admission permet de refuser arbitrairement la conclusion du contrat ;
 - que la clause relative au blanchissage exonère a priori l'établissement de toute responsabilité ;
 - que la clause de limitation de responsabilité au vol d'objets déposés entre les mains des préposés commis à cet effet, ou d'un comptable public méconnaît les articles L. 1113-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;
 - que la clause de résiliation en raison de l'état de santé des résidents méconnaît le 4° de l'article R. 132-1 et le 6° de l'article R. 132-2 du code de la consommation ;
 - que la clause de résiliation prononcée à titre de sanction, d'une part, méconnaît l'article L. 311-4 du code de l'action sociale et familiale en ce que le règlement intérieur n'aura été porté à connaissance des résidents qu'après signature du contrat et, d'autre part, présente un caractère abusif au regard du 9° de la recommandation n° 85-03 de la commission des clauses abusives (CCA) en ce que le délai de préavis est inférieur à 3 mois ;
 - que la clause de résiliation pour défaut de paiement est abusive dès lors qu'elle dispense l'établissement de mise en demeure préalable ;
 - que le contrat se réfère au règlement intérieur alors qu'il ne lui est pas annexé ;
- Sur le règlement intérieur :
 - qu'il érige abusivement le rapprochement familial au rang de condition d'admission ; que la condition d'âge contredit les clauses du contrat de séjour ;
 - que la disposition sur la tarification des frais de séjour restreint abusivement la possibilité pour les résidents de déposer une demande d'aide sociale ;
 - que la disposition fixe abusivement le prix de réservation au prix de journée d'hébergement, alors que la chambre réservée peut être occupée ;
 - que la disposition relative à l'hospitalisation méconnaît le 18° de la recommandation n° 85-03 de la CCA en ce qu'elle a pour effet d'autoriser le médecin de l'établissement à faire hospitaliser un résident, sans l'accord du médecin traitant ;
 - que la même disposition limite abusivement le bénéfice de la réservation de la chambre à une période de 6 semaines par hospitalisation sous réserve que soient acquittés les frais de réservation ;
 - que la disposition relative aux sorties pour convenances personnelles méconnaît l'article R. 132-1 du code de la consommation et le 12° de la recommandation n° 85-03 de la CCA en ce qu'elle exclut tout abattement tarifaire pour des prestations dont il ne bénéficie pas ;
 - que la disposition relative aux sanctions, qui ne définit pas les modalités de sortie de l'établissement, méconnaît le 9° de la recommandation n° 85-03 de la CCA ;
- que le préjudice collectif est caractérisé par l'insertion au contrat-type de clauses abusives et le préjudice associatif par la lésion de l'objet social de l'association.

Par un mémoire enregistré le 18 avril 2016 l'EHPAD de Vizille, représenté par Me C..., conclut au rejet de la requête et demande au Tribunal de mettre à la charge de l'UFC *Que Choisir* de l'Isère une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'EHPAD de Vizille fait valoir :

- que la requête est irrecevable car tardive et dirigée contre un contrat-type qui n'a plus cours ;
- que l'UFC *Que Choisir* de l'Isère n'a pas intérêt à agir contre la délibération qui a approuvé le règlement intérieur ;
- que le litige indemnitaire n'est pas lié ;
- subsidiairement, que les moyens de la requête ne sont pas fondés.

Le Tribunal a informé les parties, en application de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, qu'il était susceptible de relever d'office :

- l'incompétence de la juridiction administrative pour connaître des conclusions dirigées contre le contrat ou certaines de ses clauses, en raison de la nature commerciale du service en cause ;
- l'absence d'intérêt à agir de l'UFC *Que Choisir* de l'Isère contre la délibération qui a approuvé le règlement intérieur, qui régit les relations entre la maison de retraite de Vizille et les résidents, étrangères à l'objet social de la requérante.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- la directive 93/13/CEE du 5 avril 1993 ;
- la directive 2009/22/CE du 23 avril 2009 ;
- le code de l'action sociale et des familles ;
- le code civil ;
- le code de la consommation ;
- le décret du 26 octobre 1849 modifié par le décret n° 2015-233 du 27 février 2015 ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Ont été entendu au cours de l'audience publique du 28 juin 2016 :

- le rapport de M. Arbarétaz ;
- les conclusions de Mme Triolet, rapporteur public ;
- les observations de Me M'A... pour l'UFC *Que Choisir* de l'Isère ;
- et les observations de Me B...pour l'EHPAD de Vizille.

1. Considérant qu'après avoir saisi le tribunal de grande instance de Grenoble qui par ordonnance du 24 novembre 2010 confirmée en cause d'appel, le 14 mai 2013, a rejeté son action comme portée devant un ordre de juridiction incompétent pour en connaître, l'UFC *Que Choisir* de l'Isère, association agréée pour la défense des consommateurs, demande dans la présente instance et sur le fondement de l'habilitation que lui donne l'article L. 421-6 du code de la consommation, l'annulation de clauses du contrat-type de séjour de l'EHPAD de Vizille ;

Sur les conclusions dirigées contre le contrat-type d'hébergement :

En ce qui concerne les fins de non recevoir opposées en défense :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 421-1 du code de la consommation : « *Les associations régulièrement déclarées ayant pour objet statutaire explicite la défense des intérêts des consommateurs peuvent, si elles ont été agréées à cette fin, exercer les droits reconnus à la partie civile relativement (...) à l'intérêt collectif des consommateurs* » ; qu'aux termes de l'article L. 421-2 du même code : « *Les associations de consommateurs mentionnées à l'article L. 421-1 et agissant dans les conditions précisées à cet article peuvent demander à la juridiction (...) d'ordonner au défendeur (...), le cas échéant sous astreinte, toute mesure destinée à faire cesser des agissements illicites ou à supprimer dans le contrat ou le type de contrat en cours ou non, proposé aux consommateurs une clause illicite. / Elles peuvent également demander (...) à la juridiction (...) de déclarer que cette clause est réputée non écrite dans tous les contrats identiques conclus par le défendeur (...) avec des consommateurs et de lui ordonner d'en informer à ses frais les consommateurs concernés par tous moyens appropriés* » ; qu'aux termes du second alinéa de l'article L. 421-6 du même code : « *Les associations mentionnées à l'article L. 421-1 (...) peuvent agir devant la juridiction civile pour faire cesser ou interdire tout agissement illicite au regard des dispositions transposant les directives mentionnées à l'article 1^{er} de la directive précitée [directive 2009/22/ CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009]* » ; qu'aux termes de l'article 1^{er} de cette directive : « *La présente directive a pour objet de rapprocher les dispositions législatives, réglementaires (...) des Etats membres relatives aux actions en cessation (...) visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs inclus dans les directives énumérées à l'annexe I (...)* » ; que le 5 de l'annexe I à cette directive désigne, notamment, la directive 93/13/CEE du 5 avril 1993 relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs dont l'article 1^{er} étend le champ d'application à tout contrat négocié entre un consommateur et un professionnel public ou privé pour la commercialisation de biens ou de services ;

3. Considérant qu'il résulte de ces dispositions combinées que les associations qui, comme l'UFC *Que Choisir* de l'Isère, sont agréées pour la défense des consommateurs peuvent agir devant la juridiction compétente afin de faire cesser les agissements contraires à la législation ou réglementation interne transposant l'une des directives auxquelles se réfère l'annexe à la directive 2009/22/CE susvisée, au nombre desquelles figure la directive 93/13/CEE régissant les contrats de vente de services aux particuliers par les personnes publiques, notamment ; que l'action en cessation de pratiques illicites ainsi ouverte devant la juridiction administrative aux associations agréées contre les conditions d'hébergement de personnes âgées dans un établissement public sanitaire et social, catégories de prestations relevant du droit interne transposant la directive 93/13/CEE, ne peut tendre qu'à l'annulation des clauses du contrat-type d'accueil et d'hébergement, pris dans ses versions successives, dès lors qu'une telle sanction juridictionnelle permet de faire cesser les pratiques en cause et qu'il n'est pas allégué que la version originelle dudit contrat serait, à la date du présent jugement, devenue caduque par la résiliation ou la transformation de tous les contrats individuels auquel elle a donné lieu ;

4. Considérant qu'il suit de là, d'une part, que l'action, dirigée directement contre le contrat-type d'hébergement n'est pas tardive au seul motif que la requête a été enregistrée plus de deux mois après qu'a été prise la délibération du 13 mars 2003, d'ailleurs non publiée, par laquelle le conseil d'administration de l'EHPAD de Vizille a approuvé ledit contrat ; que, d'autre part, l'action instituée par l'article L. 421-6 du code de la consommation relevant du plein contentieux, n'est pas privée de son objet au motif que le contrat-type attaqué dans sa version originelle n'est plus en vigueur ; qu'il incombe au juge de se prononcer sur la licéité des clauses

dans leurs rédactions successives, ainsi que le demande en page 5 de son mémoire en réplique la requérante qui désigne le contenu des clauses dont elle entend faire cesser l'application, indépendamment du document qui les contient ; que les fins de non recevoir opposées en défense, tirées de la tardiveté de la requête relativement à la délibération approuvant le contrat-type et de la disparition de l'objet du litige en raison de l'entrée en vigueur, en octobre 2012, d'une nouvelle version du contrat-type doivent être écartées ;

En ce qui concerne le fond du litige :

5. Considérant qu'aux termes de l'article L. 132-1 du code de la consommation transposant la directive 93/13/CEE, dans sa version actuellement en vigueur : « *Dans les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels ou consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat. / Un décret en Conseil d'Etat (...) détermine une liste de clauses présumées abusives ; en cas de litige concernant un contrat comportant une telle clause, le professionnel doit apporter la preuve du caractère non abusif de la clause litigieuse. / Un décret pris dans les mêmes conditions détermine des types de clauses qui, eu égard à la gravité des atteintes qu'elles portent à l'équilibre du contrat, doivent être regardées, de manière irréfragable, comme abusives au sens du premier alinéa. / (...) le caractère abusif d'une clause s'apprécie en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat (...) / Les clauses abusives sont réputées non écrites. / L'appréciation du caractère abusif des clauses au sens du premier alinéa ne porte ni sur l'objet principal du contrat ni sur l'adéquation du prix (...) au service offert (...) » ;*

6. Considérant qu'aux termes de l'article R. 132-1 du même code, pris pour l'application de l'article L. 132-1, sans préjudice des 4°, 5°, 7°, 9° à 12° étrangers au présent litige : « (...) sont de manière irréfragable présumées abusives (...) et dès lors interdites, les clauses ayant pour objet ou pour effet de : 1° Constater l'adhésion (...) du consommateur à des clauses (...) qui sont reprises dans un autre document auquel il n'est pas fait expressément référence lors de la conclusion du contrat et dont il n'a pas eu connaissance avant sa conclusion ; 2° Restreindre l'obligation pour le professionnel de respecter les engagements pris par ses préposés ou ses mandataires ; 3° Réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les clauses du contrat relatives à sa durée (...) 6° Supprimer ou réduire le droit à réparation du préjudice subi par (...) le consommateur en cas de manquement par le professionnel à l'une quelconque de ses obligations (...) 8° Reconnaître au professionnel le droit de résilier discrétionnairement le contrat, sans reconnaître le même droit (...) au consommateur (...) » ; qu'aux termes de l'article R. 132-2 du même code, sans préjudice des 2° à 5°, 7° à 10° étrangers au présent litige : « (...) sont présumées abusives (...) sauf au professionnel à rapporter la preuve contraire, les clauses ayant pour objet ou pour effet de : 1° Prévoir un engagement ferme (...) du consommateur, alors que l'exécution des prestations du professionnel est assujettie à une condition dont la réalisation dépend de sa seule volonté (...) 4° Reconnaître au professionnel la faculté de résilier le contrat sans préavis d'une durée raisonnable (...) 6° Réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les clauses du contrat relatives aux droits et obligations des parties, autres que celles prévues au 3° de l'article R. 132-1 (...) » ;

7. Considérant que si, en vertu de ces dispositions combinées, l'UFC *Que Choisir* de l'Isère est recevable à agir en cessation de pratiques abusives contre le contrat-type d'hébergement de l'EHPAD de Vizille, dans ses versions de mars 2003 et d'octobre 2012, ce n'est qu'afin d'obtenir la censure de la méconnaissance par le défendeur des dispositions du droit interne dérivé de la directive 93/13/CEE ; qu'elle ne peut utilement critiquer les clauses des

contrats-types que dans la mesure où elles seraient contraires aux dispositions législatives ou réglementaires précitées assurant la transposition de cette directive, sans égard aux avis de la Commission nationale des clauses abusives qui, en dehors de sa contribution à la fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste limitative des clauses présumées abusives, n'émet que des préconisations dépourvues de portée juridique ;

S'agissant des conditions médicales d'admission :

8. Considérant que, d'une part, en ce qu'elle précèdent la conclusion de tout contrat individuel, les conditions médicales d'admission dans l'établissement sont exclues du contrôle juridictionnel exercé au titre de l'article L. 421-1 du code de la consommation, qui ne s'applique qu'aux engagements opposables au consommateur au cours de l'exécution du contrat, une fois celui-ci signé ; que, d'autre part, le contrat-type établi en octobre 2012 ne comprend plus de clause relative aux conditions médicales d'admission ; qu'il suit de là que le contrat-type, dans ses versions successives, ne saurait encourir de censure de ce chef ;

S'agissant de la clause exonératoire de responsabilité en matière de blanchissage :

9. Considérant que le contrat-type dans sa version de mars 2003 comprend une clause insérée au II-c-2 exonérant l'établissement de sa responsabilité du fait de la détérioration de vêtements nécessitant un entretien particulier et qui aurait été confiés à son service de blanchissage, tandis que l'article 3.3 du document dans sa version en vigueur renvoie à l'annexe 2 Trousseau au « règlement de fonctionnement » qui dispose : « Les textiles délicats sont déconseillés, ils pourraient être abîmés au lavage, l'établissement décline toute responsabilité en cas de dégradation sur ce type de vêtements » ;

10. Considérant qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obligation à l'EHPAD de Vizille d'accepter les textiles qu'il n'a pas la capacité technique de nettoyer ; que s'il lui est loisible de refuser certains articles en raison de la technicité que leur nettoyage requiert, il ne saurait les prendre en charge tout en s'exonérant de la responsabilité de plein droit qu'il encourt au titre des articles 1382 et suivants du code civil en cas de dommages ; qu'une telle exonération, qui supprime le droit à réparation reconnu à la victime du préjudice au sens du 6° de l'article R. 132-1 précité du code de la consommation, doit être regardée comme abusive sans que le défendeur soit admis à apporter la preuve contraire ;

11. Considérant, en conséquence, qu'il y a lieu d'annuler la clause insérée au II-c-2 du contrat-type de mars 2003 ; que l'office du juge saisi sur le fondement de l'article L. 421-1 du code de la consommation s'exerçant sur le contrat à l'exclusion des actes unilatéraux, doit être annulé, non pas l'annexe 2 au règlement de fonctionnement, mais l'article 3.3 du contrat-type d'octobre 2012 en tant qu'il renvoie au dernier paragraphe du chapitre Vêtements de ladite annexe ;

S'agissant de la clause exonératoire de responsabilité en matière de vol, perte, détérioration d'objets déposés :

12. Considérant que si les clauses V du contrat-type de mars 2003 et VII du contrat-type d'octobre 2012 stipulent : « il est rappelé que la responsabilité de l'Etablissement ne peut être engagée que pour les objets déposés entre les mains des préposés commis à cet effet ou d'un comptable », le rappel de ce régime de responsabilité de plein droit défini par les dispositions aujourd'hui codifiées à l'article L. 1113-1 du code de la santé publique lorsque des effets de valeur ont été remis, n'a ni pour objet ni pour effet d'exonérer ou de limiter la responsabilité de

plein droit encourue par l'EHPAD de Vizille dans les deux hypothèses exceptionnelles envisagées par l'article L. 1113-3 ayant fait obstacle à une remise de ces effets ; que ces clauses, qui ne suppriment pas le droit à réparation reconnu à la victime d'un vol ou d'une détérioration par le code de la santé publique n'est pas abusive au regard du 6° de l'article R. 132-1 précité du code de la consommation ; que n'entrant dans aucun des cas décrits par l'article R. 132-2 du même code, elles ne sauraient être présumées abusives et les conclusions dirigées contre elles doivent être rejetées sans que le défendeur ait à rapporter la preuve contraire ;

S'agissant de la clause de résiliation ouverte à l'Etablissement en raison de l'état de santé des résidents :

13. Considérant qu'aux termes de l'article L. 311-3 du code de l'action sociale et des familles applicable aux rapports entre établissements médicaux-sociaux et usagers et, notamment aux contrats de séjour conclus pour l'accueil dans ces structures : « *L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne (...) Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés : (...) 6° Une information sur ses droits fondamentaux et les protections particulières légales et contractuelles dont elle bénéficie, ainsi que sur les voies de recours mises à sa disposition* » ; qu'aux termes de l'article D. 344-5-4 du même code : « *Le contrat de séjour (...) 3° Prévoit, par toute mesure adaptée, la participation de la personne aux réunions et décisions la concernant* » ;

14. Considérant que la clause *Inadaptation de l'état de santé aux possibilités d'accueil* insérée au VII-2 du contrat-type de mars 2003 et au VII-6.2 du contrat-type d'octobre 2012 stipule que lorsqu'il devient difficile de poursuivre le maintien du résident dans l'établissement pour des raisons médicale, psychologique ou sociale, le directeur informe sans délai le résident ou son représentant des mesures envisagées ; que le VII-6.2 oblige, en outre, l'établissement, le personnel médical et/ou soignant de l'établissement et éventuellement son médecin traitant à organiser une nouvelle réunion contradictoire avant décision définitive ;

15. Considérant, d'une part, que serait susceptible de réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement la durée du contrat, au sens du 3° de l'article R. 132-1 précité du code de la consommation, toute clause qui permettrait à l'EHPAD de Vizille de transformer le contrat d'accueil à durée indéterminée en contrat à durée déterminée ; que la clause litigieuse, dans ses rédactions successives, n'ouvre pas une telle faculté au professionnel partie au contrat d'accueil ; qu'il suit de là qu'elle n'est pas présumée abusive de manière irréfragable en vertu de l'article R. 132-1 et qu'il y a lieu de rechercher si cette clause relève, ainsi que le soutient subsidiairement la requérante, du 1° de l'article R. 132-2 du même code qui présume, sauf démonstration contraire du défendeur, le caractère abusif d'un engagement ferme du consommateur alors que l'exécution des prestations du professionnel serait assujettie à une condition potestative ;

16. Considérant qu'un contrat à durée indéterminée ne saurait être conclu à durée indéfinie ; qu'il peut y être régulièrement mis un terme pour des motifs dont la survenance n'est pas connue des parties à la signature mais qu'elles peuvent néanmoins définir ; que tel est le cas de la dégradation de l'état physique ou mental d'un résident qui nécessiterait des soins que ne peut dispenser un établissement doté de moyens adaptés à l'accompagnement du processus ordinaire de vieillissement ; que ce motif de résiliation du contrat ouvert à l'EHPAD de Vizille ne dépend pas de la volonté de l'établissement alors qu'en outre, la clause du VII-2 puis du VII-6.2 envisage toute mesure adaptée, ce qui laisse place à des solutions temporaires ne conduisant pas nécessairement à la résiliation ; qu'il suit de là qu'en ce qu'elle permet, notamment, la résiliation lorsqu'il n'est médicalement plus possible d'accueillir un résident, cette clause ne fait

pas dépendre la poursuite de l'exécution du contrat de la volonté de l'établissement signataire, avec la garantie contractuelle de la participation de l'intéressé ; qu'elle ne saurait être présumée abusive, sans que le défendeur ait à rapporter la preuve contraire ;

17. Considérant, d'autre part, qu'à supposer que le directeur de l'EHPAD de Vizille résilie un contrat d'accueil alors que l'état sanitaire d'un résident ne le justifie pas, une telle mesure appellerait un recours en responsabilité contractuelle de l'établissement qui en ce qu'il relève du droit commun, n'a pas à faire l'objet d'une information particulière et est, au surplus, décrit au IX du contrat-type d'octobre 2012 ; que l'UFC *Que Choisir* de l'Isère n'est pas fondée à soutenir que cette clause serait abusive au motif qu'elle n'informerait pas le consommateur partie au contrat de son droit au recours, dans les conditions du 6° de l'article L. 311-3 précité du code de l'action sociale et des familles ;

S'agissant de la clause de résiliation ouverte à l'Etablissement pour incompatibilité avec la vie en collectivité :

18. Considérant que la clause *Résiliation pour incompatibilité avec la vie en collectivité* du VII-3 du contrat-type de mars 2003 stipule qu'après un délai de dix jours suivant mise en demeure infructueuse de se conformer aux prescriptions de la page 10 du règlement de l'établissement, la résiliation du contrat pourra être prononcée et prendra effet à échéance d'un nouveau délai de dix jours suivant notification, que la clause du VII-6.2 du contrat-type d'octobre 2012 porte à trois mois ;

19. Considérant que le délai de préavis de dix jours laissé par le contrat-type dans sa version initiale pour libérer la chambre ne permet pas au résident d'envisager une solution alternative d'hébergement ; que la clause VII-3 doit, dès lors, être présumée abusive en application du 4° de l'article R. 132-2 du code de la consommation ; que si l'EHPAD de Vizille invoque la nécessité de préserver la sérénité des autres résidents, une telle justification, qui se rapporte à la cause de la résiliation et non pas à ses modalités, ne relève d'aucun des motifs envisagés par l'article L. 132-1 précité du même code pour combattre la présomption d'illicéité ; qu'en conséquence, la clause insérée au VI-3 du contrat-type de mars 2003 doit être annulée ;

20. Considérant, en revanche et d'une part, que dans le préambule du contrat-type d'octobre 2012, le résident reconnaît, en guise de préalable à son consentement et à la signature du contrat, avoir reçu et pris connaissance du règlement de l'établissement ; qu'il suit de là que la clause, qui sanctionne d'une résiliation la méconnaissance persistante du règlement ne saurait être présumée abusive de manière irréfragable en vertu du 1° de l'article R. 132-1 précité du code de la consommation qui prohibe l'adhésion à des obligations reprises dans un autre document et auquel le consommateur n'a pas eu connaissance avant sa conclusion du contrat ; que, d'autre part, la version actuellement en vigueur du contrat-type impartit un délai de trois mois pour libérer la chambre occupée ; qu'un tel délai étant raisonnable, la clause du VII-6.2 ne saurait être présumée abusive ;

S'agissant de la clause de résiliation ouverte à l'Etablissement pour défaut de paiement :

21. Considérant que la clause VII-3 puis VII-6.2 *Résiliation pour défaut de paiement* du contrat-type de mars 2003 et d'octobre 2012 stipule que « les frais de séjour doivent être réglés dans le délai figurant sur la facture mensuelle qui est adressée à terme échu. Le défaut de paiement doit être régularisé dans un délai de trente jours à partir de la notification du retard de paiement. En cas de non-paiement dans le délai imparti pour la régularisation, le logement sera libéré dans un délai de dix jours » ;

22. Considérant qu'en signant le contrat dont un exemplaire lui est remis, le résident est informé que l'absence persistante du paiement du terme échu, à l'expiration des trente jours qui suivent la notification du courrier de relance, est sanctionnée par une résiliation du contrat ; que ces stipulations sont suffisamment précises et n'ont pas à être accompagnées d'une information sur les possibilités de recours contractuel de droit commun, lesquelles sont décrites, au surplus, au IX du contrat d'octobre 2012 ; que l'UFC *Que Choisir* de l'Isère n'est pas fondée à soutenir que cette clause serait abusive au motif qu'elle n'informerait pas le consommateur partie au contrat de son droit au recours, dans les conditions du 6° de l'article L. 311-3 précité du code de l'action sociale et des familles ;

S'agissant de l'opposabilité du règlement aux résidents :

23. Considérant, d'une part, que l'article 1^{er} du règlement intérieur auquel se réfère le contrat-type de mars 2003 dispose que « les résidents et leurs famille sont invités à en prendre connaissance et à le signer lors de l'admission » ; qu'il suit de là que, même publié, il ne peut avoir acquis d'opposabilité contractuelle, à l'égard des pensionnaires, et servir de fondement à une résiliation que s'il leur a été communiqué et a recueilli leur consentement ;

24. Considérant, d'autre part, qu'ainsi qu'il est dit au considérant 20, par le préambule du contrat-type d'octobre 2012, le résident reconnaît avoir reçu et pris connaissance du règlement de l'établissement ; qu'il suit de là, d'une part, que la remise préalable de ce document au consommateur est attestée par le consentement même au contrat et qu'aucune clause n'impose, en méconnaissance du 1° de l'article R. 132-1 précité du code de la consommation, une obligation résultant d'un document que n'aurait pas reçu le cocontractant ;

S'agissant des clauses du contrat-type d'accueil qui renverraient aux dispositions du règlement de l'établissement :

25. Considérant que le règlement, dans sa version de mars 2003, a été abrogé par le règlement approuvé en octobre 2012 ; qu'il a, dès lors, cessé de recevoir application y compris pour les contrats en cours ; qu'il y a lieu, dès lors, d'examiner si et dans quelle mesure, les références au règlement actuellement en vigueur peuvent donner lieu à l'application de clauses contractuelles abusives ou si le contrat-type dans sa rédaction en vigueur ont repris, sous forme de clauses, les dispositions de ce règlement ;

26. Considérant, en premier lieu, qu'ainsi qu'il est dit au considérant 8 au sujet des critères d'admission médicaux, l'examen des critères d'admission liés à la domiciliation précède nécessairement la conclusion du contrat individuel ; qu'il est, de ce fait, exclu du contrôle juridictionnel exercé au titre de l'article L. 421-1 du code de la consommation, qui ne s'applique qu'aux engagements opposables au consommateur au cours de l'exécution du contrat, une fois celui-ci signé ; qu'il suit de là que l'UFC *Que Choisir* de l'Isère n'est pas recevable à demander l'annulation du contrat-type en ce qu'il se référerait à l'article III *Mission de l'établissement* du règlement ;

27. Considérant, en deuxième lieu, que le règlement dans sa version d'octobre 2012 ne comporte plus de disposition relative à la perception des frais de séjour dans l'attente de l'instruction d'une demande d'aide sociale ; qu'aucune clause du contrat-type ne peut, dès lors, être abusive au motif qu'elle s'y référerait ; que la clause 5.4 du contrat-type d'octobre 2012 stipule : « *le résident s'engage à verser au cours de la période d'instruction de son dossier de demande d'aide sociale, 90% de ses ressources à Madame D...(...) / En cas de rejet de la*

demande d'aide sociale, le résident (...) s'engage à régler ses frais de séjour dans leur totalité depuis la date de séjour » ; que cette clause, qui n'enferme dans aucun délai le dépôt de la demande de prestation et qui, contrairement à ce que soutient l'UFC *Que Choisir* de l'Isère, ne reconnaît aucun droit à l'établissement de retenir définitivement des trop-perçus s'il s'avérait que le résident était éligible à une aide départementale, ne relève d'aucun des cas limitativement envisagés par les articles R. 132-1 et R. 132-2 du code de la consommation ; qu'elle ne saurait, dès lors, être écartée comme abusive ;

28. Considérant, en troisième lieu, que le règlement dans sa version d'octobre 2012 ne comporte plus de disposition relative aux frais de réservation ; qu'aucune clause du contrat-type ne peut, dès lors, être abusive au motif qu'elle s'y référerait ; que la clause 5.2 du contrat-type d'octobre 2012 stipule : « *En cas de réservation d'une chambre, le tarif d'hébergement est minoré du forfait hospitalier et le tarif dépendance est minoré du tarif correspondant au GIR 5-6, dans la limite de 10 jours. / Les frais de réservation restent à charge du résident même si celui-ci sollicite le bénéfice de l'aide sociale le jour de son admission* » ; que cette clause ne relève d'aucun des cas limitativement envisagés par les articles R. 132-1 et R. 132-2 du code de la consommation, l'article L. 132-1 disposant, en tout état de cause, que l'appréciation du caractère abusif d'une clause ne porte pas sur l'adéquation du prix au service offert ; que la clause par laquelle un réservataire rémunère l'établissement contre la garantie de pouvoir choisir sa future chambre ne saurait, dès lors, être écartée comme abusive ;

29. Considérant, en cinquième lieu, que le règlement dans sa version d'octobre 2012, non plus que le contrat-type adopté à la même date, ne comporte de disposition relative à la prise de décision d'hospitalisation ; qu'aucune clause ne saurait, dès lors et en tout état de cause, être déclarée abusive au motif que le résident serait privé de l'intervention de son médecin traitant ;

30. Considérant, en sixième lieu, que le règlement dans sa version d'octobre 2012 ne comporte plus de disposition relative à la facturation des frais de réservation de la chambre inoccupée dans la limite de six semaines d'hospitalisation ; qu'aucune clause du contrat-type ne peut, dès lors, être abusive au motif qu'elle s'y référerait ; que la clause 5.1 du contrat-type d'octobre 2012 aménage des conditions de facturation différentes, sans déchéance du droit à occuper la chambre ; que ladite clause n'ayant plus pour objet que le prix d'un service – celui de l'immobilisation d'une chambre affectée en l'absence de son occupant – l'article L. 132-1 précité du code de la consommation fait obstacle à l'examen de son caractère abusif ;

31. Considérant, en septième lieu, que le règlement dans sa version d'octobre 2012 ne comporte plus de disposition relative à la facturation des frais d'hébergement en période d'absence pour convenances personnelles ; qu'aucune clause du contrat-type ne peut, dès lors, être abusive au motif qu'elle s'y référerait ; que la clause 5.3 du contrat-type d'octobre 2012 aménage les conditions de facturation différentes de celles que prévoyait l'ancien règlement ; que cette clause ayant pour unique objet le prix d'un service – celui de l'immobilisation d'une chambre affectée en l'absence de son occupant – l'article L. 132-1 précité du code de la consommation fait obstacle, pour les motifs précédemment exposés, à l'examen de son caractère abusif ;

32. Considérant, en huitième lieu, que, contrairement à ce que soutient l'UFC *Que Choisir* de l'Isère, aucune disposition du règlement actuellement en vigueur, non plus qu'aucune clause du contrat-type ne prévoit plus de délai de mise en œuvre de la résiliation inférieur à trois mois en cas de résiliation pour méconnaissance du règlement ; qu'il suit de là qu'aucune clause ne peut être regardée comme abusive au motif qu'elle ménagerait un préavis insuffisant de rupture des relations contractuelles ;

33. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que doivent être annulées, d'une part, la clause insérée au II-c-2 du contrat-type de mars 2003 et la clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012, en tant qu'elle renvoie au dernier paragraphe du chapitre Vêtements de l'annexe 2 au règlement de fonctionnement, d'autre part, la clause insérée au VI-3 du contrat-type de mars 2003 ;

Sur les conclusions à fin d'injonction et d'astreinte :

34. Considérant que l'annulation des clauses insérées au II-c-2 et au VI-3 du contrat-type de mars 2003 ainsi que l'annulation partielle de la clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012 impliquent que le directeur de l'EHPAD de Vizille supprime ces stipulations des contrats individuels en cours ; qu'il y a lieu de lui adresser une injonction en ce sens et de lui impartir un délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement ; que, dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de prononcer d'astreinte ;

Sur les conclusions indemnitaires :

35. Considérant qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative : « *Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision (...)* » ; que ni avant l'enregistrement de sa requête ni en cours d'instance, l'UFC *Que Choisir* de l'Isère n'a présenté de demande à l'EHPAD de Vizille tendant à ce que cet établissement se prononce sur sa demande d'indemnité ; que, dans son mémoire en défense, celui-ci oppose le défaut de liaison du litige indemnitaire à titre principal ; que, par suite, les conclusions susmentionnées sont irrecevables et doivent, dès lors, être rejetées ;

Sur les conclusions à fin de publication du jugement aux frais du défendeur dans deux journaux d'annonces légales :

36. Considérant qu'aux termes de l'article L. 421-9 du code de la consommation relatif aux actions en justice exercées dans l'intérêt collectif des consommateurs : « *La juridiction saisie peut ordonner la diffusion, par tous moyens appropriés, de l'information au public du jugement rendu (...)* / *Cette diffusion a lieu aux frais de la partie qui succombe (...)* » ; qu'il résulte de ces dispositions que la diffusion du jugement est une simple faculté et que, dans l'hypothèse où elle l'estimerait opportune, la juridiction apprécie, au cas d'espèce, le mode de diffusion le mieux approprié ;

37. Considérant que les effets du présent jugement étant limités à l'établissement défendeur et à ses résidents, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, d'ordonner au directeur de l'EHPAD de Vizille d'informer chaque résident de l'annulation juridictionnelle totale des clauses insérées au II-c-2 et au VI-3 du contrat-type de mars 2003, de l'annulation partielle de la clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012, des effets sur les contrats souscrits individuellement et du rejet des conclusions de l'UFC *Que Choisir* de l'Isère dirigées contre les autres clauses en litige ; que cette information sera assurée par courrier individuel dans les trente jours suivant la notification du jugement ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

38. Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions présentées par l'UFC *Que Choisir* de l'Isère ; que les conclusions présentées par l'EHPAD de Vizille, partie perdante, doivent être rejetées ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Les clauses insérées au II-c-2 et au VI-3 du contrat-type de mars 2003 sont déclarées abusives, et annulées.

Article 2 : La clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012, en tant qu'elle renvoie au dernier paragraphe du chapitre Vêtements de l'annexe 2 au règlement de fonctionnement est déclarée abusive, et annulée.

Article 3 : Il est enjoint au directeur de l'EHPAD de Vizille de supprimer des contrats individuels les stipulations abusives reprises des clauses insérées au II-c-2 et au VI-3 du contrat-type de mars 2003 ou de la clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012 en tant qu'elle renvoie au dernier paragraphe du chapitre Vêtements de l'annexe 2 au règlement de fonctionnement, dans le délai de trois mois suivant la notification du présent jugement.

Article 4 : Il est ordonné au directeur de l'EHPAD de Vizille d'informer chaque résident de l'annulation juridictionnelle totale des clauses insérées au II-c-2 et au VI-3 du contrat-type de mars 2003, de l'annulation partielle de la clause 3.3 du contrat-type d'accueil d'octobre 2012, des effets sur les contrats souscrits individuellement et du rejet des conclusions de l'UFC *Que Choisir* de l'Isère dirigées contre les autres clauses en litige, par courrier individuel, dans les trente jours suivant la notification du présent jugement.

Article 5 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 6 : Le présent jugement sera notifié à l'Union fédérale des consommateurs *Que Choisir* de l'Isère et à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Vizille.

Délibéré après l'audience du 28 juin 2016, à laquelle siégeaient :

M. Arbarétaz, président,
Mme Letellier, premier conseiller,
Mme Permingeat, premier conseiller,

Lu en audience publique le 12 juillet 2016.

Le président - rapporteur,

L'assesseur le plus ancien,

Ph. Arbarétaz

C. Letellier

La greffière,

B. Robert

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère en qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.